



Présents : BATISTTA Robert, CARAYON Jean-Marc, CHERON Denis, DARCO Philippe, GAMBUTO Enrico, GRATADOUR Audrey, HIRTI Moussa, MASSOULLE Stéphanie, BAILLY Mathieu, SIMONNEAU Elisabeth, GRASSIN Jean-Charles

Pouvoir : GAZANION Janine à BAILLY Mathieu et ADAMY Carole à CHERON Denis

Absents : FRESSENCE Julien

Secrétaire de Séance : GAMBUTO Enrico

→ **Le Conseil municipal approuve le procès - verbal du 28 Novembre 2023.**

Ordre du jour :

- Approbation cartographie des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables
- Demande de dissolution du SICSPAD
- Projet de délibération pour l'instauration d'une prime pouvoir d'achat exceptionnelle
- FDI 2024 Trottoir rue de l'Aunaie
- FDI 2024 cimetière de Montreuil
- FDI 2024 Intersection D16/1 – D.303/7B route de Muzy

Point N°1 – Approbation de la cartographie des zones d'accélération pour L'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables

Vu la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables,
Vu la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 100-1 du Code de l'Énergie, relatif à l'économie compétitive et riche en emplois, à la sécurité d'approvisionnement, au prix de l'énergie compétitif, à la préservation de la santé humaine et de l'environnement, et à la cohésion sociale et territoriale,

Vu l'article L. 141-5-3 du Code de l'Energie,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu Délibération n°2022-248 du 21 novembre 2022 relative à l'adoption du Plan Climat Air Energie Territorial

Exposé des motifs :

Considérant qu'il est rappelé que :

La loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables entend accélérer le développement des énergies renouvelables, afin de rattraper le retard pris par la France au sein de l'Union Européenne. La production nationale d'énergies renouvelables couvre en effet environ 13 % des besoins, alors que la moyenne des pays de l'Union Européenne se situe aux alentours de 22 % (Sources INSEE 2021 et Ministère de la Transition Energétique 2022).

L'article 15 de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables, définit dans ce cadre « des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables » et décrit le processus de leur adoption.

Processus d'adoption

Ce processus prévoit 3 phases de concertation locale, départementale et régionale.

Après concertation du public selon des modalités qu'elles déterminent librement, les communes identifient, par délibération du conseil municipal, un plan de zonage.

Ces zones définies pour une période de 5 ans, en concertation entre les habitants, les collectivités locales et l'État, répondent aux objectifs du Schéma Régional de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Elles seront renouvelées au terme de cette période. Elles traduiront à partir de 2027, les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'Énergie (PPE), pour chaque filière : solaire, éolienne, méthanisation et géothermie.

Les trois zonages

Dans la mesure où sont définies suffisamment de zones d'accélération pour l'implantation d'énergies renouvelables dans chacune des filières au vue des objectifs à atteindre, il est possible de déterminer des zones d'exclusion pour les installations de chacune des filières. Sont principalement visées par la loi, la filière éolienne et la filière solaire. Sont également à considérer les zones dites intermédiaires, dans lesquelles, pour tout projet d'implantation devra être constitué un comité de pilotage aux frais du développeur.

Les zonages ainsi définis deviennent opposables aux tiers. Le conseil communautaire aura à délibérer sur la base des délibérations des conseils municipaux de ses communes membres, afin de confirmer le plan de zonage sur l'ensemble du territoire intercommunal.

La situation énergétique du territoire

Le Plan Climat Air Energie Territorial adopté le 21 novembre 2022 en Conseil Communautaire est en compatibilité avec le Schéma Régional de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Centre - Val de Loire et celui de la région Normandie.

Les émissions de gaz à effet de serre du territoire communautaire se situent à 4.4 t/habitant/an pour une consommation de 20 MWh/habitant/an dont 10 % sont couverts par la production d'énergies renouvelables (Source : Observatoire Régional des Gaz à Effet de Serre 2018).

Les objectifs inscrits au Plan Climat Air Energie Territorial adopté en 2022, visent ainsi en 2050, la neutralité carbone, une consommation divisée par deux et une couverture à 81,8 % par la production locale d'énergies renouvelables.

Pour y parvenir, il convient de développer les quatre filières d'énergies renouvelables sur le territoire. Chaque filière d'énergies renouvelables constitue le mix énergétique qui permettra d'atteindre les objectifs fixés en 2050. Les quatre tableaux ci-après indiquent pour chaque filière, la situation actuelle, les projets en cours et l'objectif 2050.

Filière photovoltaïque	Réalisé	Projets	Total Réalisé + Projets	Objectif 2050
Puissance installée MW	60	95,45	155,45	103
Surface ha	244,5	19,7	264,2	264,2
Production GWh/an	82	5,2	87,2	141
Nombre installations	1	3	4	4

Filière éolienne	Réalisé	Projets	Total Réalisé + Projets	Objectif 2050
Puissance installée MW	29,8	17,4	47,2	56,5
Nombre de mâts	15	2	17	20
Production GWh/an	50	29,2	79,2	95
Nombre de parcs	4	1	5	6

Filière méthanisation	Réalisé	Projets	Total Réalisé + Projets	Objectif 2050
Puissance installée MW	2,8	0,3	3,1	36,9
Tonnages collectés t par jour	106	11	117	1 421
Production GWh/an	24,5	2,6	27,1	329
Nombre installations*	2	1	3	9

	Réalisé	Projets	Total Réalisé + Projets	Objectif 2050
Filière réseau de chaleur géothermie				
Puissance installée MW	0	15,6	15,6	103
Nombre équivalent logement desservis	0	2 693	2693	17 433
Production GWh/an	0	29	29	192
Nombre installations	0	1	1	7

Les propositions de zonage sur le territoire communautaire

Filière solaire

Les deux cartes « Filière solaire » jointes présentent :

- La proposition de zonages à l'échelle de la Communauté d'agglomération ;
- La proposition de zonage à l'échelle de la commune.

Filière éolienne

Les deux cartes « Filière éolienne » jointes présentent :

- La proposition de zonages à l'échelle de la Communauté d'agglomération ;
- La proposition de zonage à l'échelle de la commune.

Filière méthanisation

Les deux cartes « Filière méthanisation » jointes présentent :

- La proposition de zonages à l'échelle de la Communauté d'agglomération ;
- La proposition de zonage à l'échelle de la commune.

Filière géothermie

Les deux cartes « Filière géothermie » jointes présentent :

- La proposition de zonages à l'échelle de la Communauté d'agglomération ;
- La proposition de zonage à l'échelle de la commune.

Considérant la volonté nationale d'accélérer le développement des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, l'éolien et la méthanisation,

Considérant que l'article 15 de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables introduit la création, dans chaque commune française, de zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables,

Considérant que ces zones d'accélération doivent :

- Présenter un potentiel permettant l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;
- Contribuer à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation de l'approvisionnement du pays ;
- Prévenir et maîtriser les dangers ou les inconvénients qui résulteraient de l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables pour les intérêts de protection de l'environnement ;
- Être définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée ;
- À l'exception des procédés de production en toiture, ne pas être comprises dans les parcs nationaux et les réserves naturelles ni, lorsqu'elles concernent le déploiement d'installations utilisant l'énergie mécanique du vent, dans les sites classés dans la catégorie de zone de protection spéciale ou de zone spéciale de conservation des chiroptères au sein du réseau Natura 2000 ;
- Être identifiées en tenant compte de l'inventaire relatif aux zones d'activité économique prévu à l'article L. 318-8-2 du code de l'urbanisme afin de valoriser les zones d'activité économique présentant un potentiel pour le développement des énergies renouvelables.

Considérant que la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, permet aux communes de définir, après concertation du public déterminée librement, des zones d'accélération, où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter,

Considérant le « Porter à connaissance de l'État » concernant « l'Élaboration des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables » envoyé le 12 mai 2023,

Considérant que les zones d'accélération identifiées par les communes et coordonnées par la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux, seront arrêtées par le référent préfectoral de l'État, à l'échelle départementale,

Considérant les règles imposées aux documents d'urbanisme par les lois et règlements, et les orientations d'autres documents dits de rang supérieur,

Considérant la concertation du public mise en place, à travers une publication sur le site internet de la mairie, sur l'application intramuros et sur les panneaux d'affichages de la commune un exposé en Conseil Municipal, sur le site internet de la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux,

Considérant le bilan de la concertation du public, une observation avec un avis défavorable pour la zone intermédiaire méthanisation du secteur Dreux en limite de Montreuil (les friches, l'hippodrome)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

Article 1 : Arrête la cartographie des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ci-jointe

Demande la modification du périmètre de la zone intermédiaire pour la filière méthanisation de Dreux.

Motif : la zone intermédiaire située au Nord-Ouest de Dreux « les friches », l'hippodrome de Dreux se trouve en limite de Montreuil à proximité des Hameaux de Cocherelle et Cussay (400 à 600 mètres à vol d'oiseaux)

Inconvénients de cette zone : risque de pollution de la nappe phréatique, risque d'odeurs pour les hameaux proches, augmentation du trafic poids lourds et engins agricoles sur les départementales D16/1 D928 D152

Article 2 : Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document concernant ce dossier.

Point N°2 – Délibération portant demande de dissolution du syndicat intercommunal du centre de secours principal de l'agglomération drouaise (SICSPAD)

Le rapport qui vous est présenté ci-dessous vous propose de délibérer sur la dissolution du syndicat suite au transfert de la compétence contributions financières au budget du service d'incendie et de secours des communes membres de la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux en lieu et place des communes membres sur la totalité du périmètre communautaire à compter du 1er janvier 2024. À compter de ce transfert de compétence à la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux, le maintien du syndicat intercommunal n'aura plus d'intérêt. C'est pour cette raison que la commune membre du syndicat sollicite sa dissolution auprès du préfet d'Eure et Loir.

La proposition de répartition de l'actif-passif du syndicat est la suivante :

Il n'y a pas de passif (aucun emprunt)

L'actif correspond aux bâtiments de la caserne situés sur le territoire de la commune de Sainte-Gemme-Moronval mais sur un terrain appartenant à la ville de Dreux.

Il est par ailleurs proposé que le résultat de clôture du syndicat soit ventilé entre les membres au prorata du montant des contributions versées par les communes au syndicat.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5212-33, L.5211-25-1 et L.5211-26, Considérant l'absence d'intérêt de maintien du syndicat intercommunal du centre de secours principal de l'agglomération drouaise (SICSPAD) après le 1er janvier 2024, date de prise de la compétence « contributions financières au budget du service d'incendie et de secours des communes membres de la Communauté d'agglomération du Pays de Dreux » en lieu et place des communes membres sur la totalité du périmètre communautaire,

Considérant la nécessité de s'accorder sur la répartition de l'actif et du passif du syndicat entre les communes membres,

Entendu le rapport de présentation,

Article 1 : SOLLICITE de Monsieur le préfet d'Eure et Loir la dissolution du syndicat intercommunal du centre de secours principal de l'agglomération drouaise (SICSPAD SIREN : 252802798)

Article 2 : APPROUVE la répartition de l'actif et du passif du syndicat selon les modalités suivantes :
Il n'y a pas de passif (aucun emprunt)

L'actif correspond aux bâtiments de la caserne situés sur le territoire de la commune de Sainte-Gemme-Moronval mais sur un terrain appartenant à la ville de Dreux.

Il est par ailleurs proposé que le résultat de clôture du syndicat soit ventilé entre les membres au prorata du montant des contributions versées par les communes au syndicat.

Point N°3 – Projet de délibération pour l'instauration d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Le Maire rappelle que la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire a été instituée par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré vote à l'unanimité l'instauration d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

Point N°4 – FDI 2024

Projet n°1 Travaux de voirie – Amélioration, accessibilité et sécurisation

Le Maire propose au Conseil municipal de déposer au Fonds Départemental d'Investissement 2024 le dossier suivant :

Opération : Aménagement de trottoir rue de l'Aunaie

Projet : Réfection des trottoirs en matériau stabilisé avec système anti-stationnement rue de l'Aunaie (RD303/7B) .Cette réfection fera la liaison avec ceux existant de la place de l'église et du bois de l'aunaie afin de rendre praticable ces trottoirs par les piétons et les personnes à mobilité réduite.

Estimation des travaux selon le devis du 18/12/2024 de Foncier Experts, Maîtrise d'œuvre incluse :
71 371.20€ HT – 85 645.44€ TTC

Le plan de financement s'établi comme suit :

Participation FDI 50% :	35 685.60€
Autofinancement :	35 685.60€

La présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Projet n°2 Amélioration du cadre de vie - Cimetière

Le Maire propose au Conseil municipal de déposer au Fonds Départemental d'Investissement 2024 le dossier suivant :

Opération : Le cimetière de Montreuil

Projet : Remplacement des enduits ciment par de l'enduit à la chaux, re jointement des pierres silex, reprise du chapeau du mur

Estimation des travaux selon le devis du 14/12/2023 de l'entreprise DOUCERAIN ET FILS, 30 213.50€ HT – 36 256.20€ TTC

Le plan de financement s'établi comme suit :

Participation FDI 30% :	9 064.50€
Autofinancement :	21 149€

La présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Projet n°3 Intersection D16/1 – D.303/7B route de Muzy

Le Maire propose au Conseil municipal de déposer au Fonds Départemental d'Investissement 2024 le dossier suivant :

Opération : Sécurisation des usagers route de Muzy D303/7B départementale en agglomération

Projet : Remplacement de l'ilot central endommagé par un plateau surélevé à l'intersection de la D16/1 et D303/7B, reprise d'un bas-côté en herbe par un matériau perméable (grave) créant ainsi un cheminement piétons pour rejoindre l'arrêt bus scolaire de Cocherelle.

Estimation des travaux selon le devis du 18/12/2023 par Eure et Loir Ingénierie 35 351€ HT – 42 421.20€ TTC

Le plan de financement s'établi comme suit :

Participation FDI 30% : 17 675.50€

Autofinancement : 17 675.50€

La présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h30.

M CHERON Denis, Le Maire

M GAMBUTO Enrico, secrétaire